

RELATIONS INTERGÉNÉRATIONNELLES ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES

*xvi^e Colloque international de l'Aidelf
Université de Genève, 21-24 juin 2010*



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F – 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>

« Des retraités qui entretiennent des jeunes » : précarité et nouvelles dynamiques de solidarité intergénérationnelle à Dakar

Mamadou Ndong DIME

Université du Québec à Chicoutimi, Québec, Canada

Introduction

À l'instar de la majorité des pays africains, le Sénégal est plongé depuis plusieurs décennies dans une crise socioéconomique persistante à l'origine d'une dégradation des conditions d'existence pour une bonne frange de la population. Cette crise, par ses effets directs sur le renchérissement du coût de la vie et la chute drastique du pouvoir d'achat des ménages, a été pour beaucoup dans l'accentuation de la pauvreté autant dans les villes qu'en zones rurales. La pauvreté atteint aujourd'hui des proportions importantes et a des conséquences dramatiques notamment au plan de l'alimentation, de la santé, de l'accès au logement, de l'éducation ou du transport (Dimé et Calvès, 2006 ; Fall, 2007). Les frontières de la pauvreté continuent ainsi de s'élargir malgré les programmes de lutte mis en œuvre. Au même moment, les inégalités sociales ne cessent de s'exacerber dans un contexte global marqué également par une élévation des standards de réussite sociale et une montée des aspirations au luxe et au confort ainsi qu'une forte propension à exhiber des signes de succès matériel (Havard, 2001).

La situation économique difficile que traverse la majorité des ménages est imputable à un faisceau de facteurs structurels et conjoncturels. Un environnement international peu favorable ; la faible disponibilité de ressources économiques ; une évolution socio-économique marquée par une succession de crises économiques, des perturbations du système politique sénégalais et une succession de programmes d'ajustement structurel ; et des bouleversements écologiques non maîtrisables sont les facteurs habituellement invoqués pour justifier les faibles performances de l'économie sénégalaise et ses répercussions au plan social (Diop, 2004). La crise économique a eu des effets négatifs sur les conditions de vie des populations avec notamment la baisse de leurs revenus, la réduction du financement des secteurs sociaux vitaux comme la santé, l'éducation et le logement. Elle se manifeste surtout par la chute des pouvoirs d'achat des populations urbaines. Ce qui entraîne une détérioration de leurs conditions de vie et l'expansion de la pauvreté. Les effets sociaux de cette crise et des programmes d'ajustement structurel qui l'ont accompagnée ont attiré l'attention à cause surtout de leur ampleur, mais surtout de leur dimension dramatique.

Le taux de chômage de 25,6% constitue d'ailleurs l'un des indicateurs les plus éloquentes de la détérioration du contexte socioéconomique au Sénégal (Brilleau, Roubaud et *al.*, 2004). Le marché du travail a subi des changements majeurs imputables aux effets conjugués de la crise économique, des programmes d'ajustement structurel et de la croissance rapide de la population. Ces transformations sont plurielles, mais les plus visibles ont trait à la forte augmentation du taux de chômage et de la proportion d'emplois dans le secteur informel et des emplois précaires. Les changements enregistrés dans le marché du travail sont plus durement ressentis les jeunes générations qui, face à une précarité multiforme, comptent sur la solidarité familiale et le soutien de leurs parents pour s'en sortir. Or, la crise économique et son corollaire, la pauvreté, sont à l'origine de changements sociaux importants se manifestant tout d'abord à l'intérieur de la cellule familiale.

Relations intergénérationnelles, Enjeux démographiques, Actes du XVIème colloque de l'AIDELF,

Genève 21-24 Juin 2010, Association Internationale des Démographes de Langue Française, ISBN : 978-2-9521220-3-0

La crise économique ne manque aussi pas d'affecter une valeur éminente de la société sénégalaise : la solidarité. Elle a pour conséquence directe de transformer les bases idéologiques sur lesquelles elle repose ainsi que la manière dont elle est actualisée autant dans la famille qu'au sein de la société globale. Il existe des interactions entre précarité socioéconomique et dynamique des solidarités qui ont été montrées dans un contexte dakarais d'extension de la pauvreté : certaines formes d'entraide se trouvent réinventées, d'autres remises en question, d'autres renouvelées. Cette reconfiguration n'est pas un processus uniforme, mais varie beaucoup selon les catégories sociales (moyenne et populaire), le genre et la génération.

Dans ce processus de transformation des solidarités dans le sens de leur remise en question et de leur reconfiguration sur de nouvelles bases, la solidarité intergénérationnelle est apparue comme le type le plus mis à l'épreuve de la précarité et du « manque d'argent » qui empêchent les Dakarais de continuer à perpétuer l'impérieuse obligation d'entraide et de soutien. Aussi est-il nécessaire d'approfondir la dimension liée à la génération pour voir de manière plus précise comment l'entraide intergénérationnelle subissait les contrecoups de la précarité et se trouvait transformée dans le sens de l'inversion des flux entre aînés et cadets sociaux.

Notre objectif dans cette recherche est de dévoiler les nouvelles dynamiques à l'œuvre dans les solidarités entre les générations au sein de ménages de la classe moyenne dakaraise précarisée. Pour ce faire, nous nous appuyons sur des données collectées dans les quartiers de Liberté 4 et Liberté 5 dans l'espace des SICAP au moyen d'une démarche qualitative dont nous exposons dans un premier temps les grandes lignes. Nous caractérisons ensuite le contexte de précarité en insistant sur la précarité des jeunes dont rendent compte les termes génériques de *xoslu* (vivoter) et de *taqale* (rafistoler) au cœur des discours juvéniles sur la généralisation d'une survie au quotidien et d'une culture de la « débrouille et du rafistolage » (Dimé, 2007a).

La précarité n'est pas l'apanage des jeunes, elle se traduit aussi par une fragilité socioéconomique de leurs parents. Ceci constitue une autre facette de la précarité dont nous montrons les formes d'expression. Nous insistons sur l'expérience « traumatisante » du départ à la retraite pour les pères de famille. Ces derniers se trouvent aujourd'hui du fait de la crise dans une position inédite « d'amortisseurs des chocs » qu'ils vivent eux-mêmes et de ceux qui touchent leurs enfants. Cela a pour effet de faire des retraités et des personnes âgées en général des personnes apportant du soutien et une prise en charge envers des jeunes arrivés à l'âge d'être actifs et de relayer leurs parents selon le circuit classique de solidarité intergénérationnelle, mais incapables d'assumer ce rôle et de répondre aux attentes sociales qui lui sont inhérentes à cause d'un chômage massif effet direct d'une aggravation des conditions économiques. La solidarité intergénérationnelle s'en trouve ainsi mise à rude épreuve. La dernière partie de notre étude examine toutes ces nouvelles dynamiques de solidarité intergénérationnelle en montrant surtout les modalités sous lesquelles elles se manifestent réellement et les enjeux sociaux qu'elles s'expriment.

1. Liberté 4 et liberté 5 comme espace d'étude et démarche méthodologique

Pour rendre compte des changements à l'œuvre dans les solidarités intergénérationnelles, nous analysons un corpus constitué d'entretiens de groupe et individuels réalisés de février à mai 2007 puis en février 2008 à Liberté 4 et Liberté 5, deux quartiers dakarais résidentiels construits par la SICAP (Société Immobilière du Cap-Vert).

La SICAP a été créée en 1951 avec pour mission de fournir un logement suivant différentes modalités (location simple, location-vente) à une clientèle essentiellement formée alors de salariés de l'administration publique et du secteur privé. À l'image de Liberté 4 et Liberté 5, les quartiers construits par la SICAP qui a pris une part active dans la modernisation de l'habitat à Dakar, sont appelés cités et sont dotés de tous les services scolaires, sociaux et

sanitaires et sont pourvus d'un système de voirie. D'un point de vue administratif, Liberté 4 et 5 font partie de la commune d'arrondissement de SICAP Liberté créée en 1996. Celle-ci regroupe différentes entités formant l'espace *sicapoïse*. Il s'agit des quartiers de Liberté 1 et 2, une partie de Liberté 3, Liberté 4 et une partie de Liberté 5, Liberté 6, Liberté 6 extension et un quartier « irrégulier » appelé Benne Baraque. L'ensemble des quartiers constitutifs de la commune d'arrondissement est au Nord-Ouest du département de Dakar. Malgré un passé et des conditions de vie favorables, les SICAP Liberté n'ont pas échappé à la crise économique et sociale sévissant au Sénégal.

Même si la configuration sociale des cités SICAP s'est beaucoup diversifiée avec les années, les chefs de ménage des quartiers Liberté 4 et 5 sont aujourd'hui en majorité des retraités de la fonction publique et du secteur privé. Ces quartiers constituent deux espaces sociogéographiques offrant une relative homogénéité quant au profil des ménages ainsi qu'aux problèmes sociaux qu'on y recense.

Cette homogénéité a d'ailleurs déterminé le choix de ce terrain d'étude pour mettre en lumière les dynamiques à l'œuvre dans les solidarités entre les générations au sein de ménages victimes d'un basculement dans la précarité après avoir connu un passé perçu meilleur. Pour atteindre cet objectif, nous avons privilégié une démarche méthodologique qualitative. Nous avons pour cela favorisé la collecte des données selon les techniques de l'entretien individuel semi-structuré et de l'entretien collectif. Les entretiens collectifs ont été conduits avec divers groupes sélectionnés dans un souci de prise en compte de la variabilité des points de vue sur les thèmes abordés (perceptions de la précarité, formes d'expression à l'échelle individuelle et collective, impacts sur les solidarités familiales, perceptions des changements dans les solidarités intergénérationnelles).

Les critères ayant guidé le choix des participants aux discussions de groupe ont eu trait à la génération (jeunes et adultes) et au genre (hommes et femmes). Cette option méthodologique est légitimée par le constat que la précarité et les questions qui lui sont liées dans notre étude (manifestations de la précarité au sein des familles, chez les jeunes et leurs parents, transformations dans les solidarités) sont différemment perçues et vécues selon le genre et la génération. En effet, hommes et femmes, jeunes et adultes ne sont pas affectés de la même manière par la précarité du fait de leur insertion différente dans l'économie urbaine, des statuts et des rôles dévolus à chaque groupe dans la société et au sein des familles.

Nous avons donc constitué quatre groupes totalisant 31 personnes pour la réalisation des entretiens collectifs : jeunes hommes (8 participants âgés entre 22 et 32 ans présentant tous le profil de chômeurs et résidant chez leurs parents), jeunes filles (7 participantes avec une moyenne d'âge de 21 ans), hommes adultes (5 participants tous des pères de famille retraités), femmes adultes (6 participantes mères au foyer). Les discussions ont porté sur les thèmes suivants : mode de vie « d'avant la crise », mode de vie actuel, changements rendant compte d'un durcissement des conditions de vie, précarité au quotidien (formes d'expression, causes et vécu), réactions face à la nouvelle situation socioéconomique, changements dans les solidarités familiales en général et dans les solidarités intergénérationnelles en particulier.

Mais pour un éclairage plus précis des processus d'entrée dans la précarité et une meilleure documentation de la détérioration de la précarisation des conditions de vie et de ses effets sur la transformation des solidarités intergénérationnelles, il était nécessaire d'approfondir la compréhension des phénomènes évoqués dans les entretiens de groupe. C'est en cela que les entretiens individuels ont prolongé et complété les entretiens collectifs. Aussi ont-elles été centrées sur les formes d'expression de la précarité chez les personnes interrogées, les facteurs explicatifs de la précarité, le vécu de la précarité, les nouvelles dynamiques à l'œuvre dans les solidarités intergénérationnelles.

Le recrutement des dix personnes pour les entretiens individuelles a tenu compte de la diversité des situations et de l'hétérogénéité des trajectoires et des points de vue. Tout comme pour la sélection des groupes de discussion, les critères d'âge et de genre ont été également considérés lors de la sélection des participants aux entretiens individuels. 6 des 10 entretiens ont été réalisés avec des jeunes (3 garçons et 3 filles) et les 4 autres entretiens avec des adultes (3 hommes retraités et 3 femmes mères au foyer). Pour le traitement des données, nous avons privilégié une analyse thématique des énoncés discursifs à partir des entretiens recueillis, traduits et transcrits.

2. Détérioration des conditions de vie et intensité de la précarité juvénile dans l'espace des SICAP

Aujourd'hui, le changement le plus significatif et le plus visible dans l'espace *sicapo* est le développement d'une précarité à grande échelle qui vient clore une période plus « radieuse » pendant laquelle les ménages de Liberté 4 et 5 ont été à l'abri des vicissitudes de la conjoncture économique et qui a été surnommée de *jamonoy twist*. Cette expression qu'on pourrait littéralement traduire par « l'époque du twist » qui a coïncidé avec la vogue de la danse du twist et de la mode qui l'accompagnait sert, dans l'imaginaire des citoyens dakarois de terme générique pour désigner les « années glorieuses et d'euphorie » qui ont suivi l'accession à l'indépendance.

Le terme a été popularisé par un air du chanteur populaire Souleymane Faye dans lequel ce dernier raconte aux « générations de la crise » et rappelle aux plus âgés ayant goûté aux « délices de cette période de bombance », dans un langage ayant tendance à « enjoliver le passé », les années fastes pendant lesquelles « l'argent coulait à flots, le riz au poisson dégoulinait d'huile, les gens s'amusaient beaucoup et on recherchait même des gens voulant travailler »¹.

Le « *jamonoy twist* » a été supplanté à la fin des années 1980 par une période de durcissement de la conjoncture économique coïncidant avec les premières conséquences de la crise économique et la mise en œuvre des programmes d'austérité avec l'application du Programme de redressement économique et financier (1980-1985) qui a inauguré la cascade de programmes d'assainissement des finances publiques qui ont eu un coût social élevé en termes de ralentissement du recrutement dans la fonction publique, de fermetures d'entreprises et de dégradation du pouvoir d'achat des populations. Cette période est nommée par le terme de « *jamonoy xoslu* » désignant l'entrée dans une phase de déstabilisation socio-économique et de basculement pour la majorité des ménages de Liberté 4 et 5 dans la précarité. Cette chute est une conséquence directe de la fragilisation des positions professionnelles pour les chefs de famille (perte d'emploi, départ à la retraite, salaires impayés, chômage technique) et de l'incapacité des jeunes de prendre le fardeau de la prise en charge familiale parce que subissant

¹ En référence à la chanson de Souleymane Faye intitulée *Jamonoy twist*, évoquant un âge d'or omniprésent dans l'imaginaire des Sénégalais, avec beaucoup de nostalgie, surtout pour mieux faire ressortir l'intensité de la conjoncture et de la précarité de la période actuelle. Voici le texte intégral de cette chanson qui a fait fureur à la fin des années 1980 : « *Vous, les jeunes, je vais vous raconter ce qu'était la période dorée du twist. Vous les plus âgés, je vais vous rappeler cette période-là ! Il y eut une période où il y avait du riz en abondance, on mangeait à volonté, il y avait toujours des restes après les repas, qui étaient destinés aux animaux. Il y a eu une période où le riz dégoulinait d'huile. Cette période était l'époque dorée du twist. L'âge d'or du twist. Twist encore. Il y avait de l'argent à gogo. Partout les femmes organisaient des séances de tam-tam. L'argent coulait à flots. Il y avait de l'or en abondance. Il y avait tellement d'argent qu'on recherchait des gens voulant travailler. C'était l'époque du twist. Twist encore. Je vais vous raconter cette période-là ! C'était Papa Douidou Ndiaye Rose (célèbre percussionniste sénégalais) dont on s'inspirait pour danser le twist. Twist encore. Ooh ooh twist. Hé, hé hé. Les jeunes, je vais raconter l'époque du twist. Les plus âgés, est-ce que vous vous en rappelez ? Twist. Twist encore ».*

les affres d'un chômage massif et incapables de se défaire d'une propension à sauvegarder les apparences et à nier ainsi la « réalité d'un déclassement social » (Dimé et Calvès, 2006).

C'est dire que les SICAP subissent avec acuité les contrecoups de la crise économique. Les symptômes de la généralisation de la précarité se donnent à travers des changements dans les habitudes alimentaires, la disparition des jardins, l'insalubrité, le bruit, l'occupation de l'espace public à des fins domestiques (« pour faire le linge », « pour garder les moutons » comme disent les jeunes), la prolifération des échoppes pour la vente de détail devant les maisons, « l'engorgement » des maisons débouchant sur une intense vie nocturne surtout chez les jeunes². On est en présence de changements révélateurs d'un basculement d'une bonne partie des ménages de Liberté 4 et 5 dans une précarité au quotidien posée comme antinomique à un passé de « prospérité » qui est souvent évoqué avec beaucoup de nostalgie.

Les chocs socioéconomiques ressentis par les ménages *sicapoï* consécutivement à l'intensification de la crise économique ont été pour beaucoup dans le développement de phénomènes relativement inconnus jusqu'à un passé récent, c'est-à-dire avant la période de la précarité ou « *jamonoy xoslu* » dans le langage des jeunes. Ceux-ci sont, entre autres : un délabrement du cadre de vie, une dégradation de l'habitat, la précarisation des habitudes alimentaires (tendance à la disparition de certains repas comme le dîner, « individualisation » du petit-déjeuner par exemple), le développement de l'insécurité qu'illustre la croissance du phénomène des « agresseurs », la promiscuité dans les maisons, la toxicomanie chez les jeunes, les déperditions scolaires dans un espace social qui en était prémuni jusqu'à un passé récent. Tous ces phénomènes mettent en évidence autant de tendances lourdes d'un processus de transformation d'une cité résidentielle « aisée » en un espace de précarité où les ménages font la découverte des fins de mois difficiles, des factures impayées, bref de la dégradation de leurs conditions de vie.

C'est pourquoi, autrefois phénomène marginal, les abandons et les déperditions scolaires sont devenus plus nombreux dans les SICAP et ont gagné en visibilité à la faveur du manque d'attrait de plus en plus important suscité par l'institution scolaire. Une justification de la disqualification de l'école aux yeux de certains de nos répondants pourrait être trouvée dans le jugement que ce jeune, I., 26 ans, actuellement au chômage et ayant arrêté ses études au niveau secondaire porte sur l'institution scolaire et sur les débouchés qu'elle offre :

« À un moment, tu t'arrêtes et tu te demandes : pourquoi moi j'étudie ? Est-ce qu'il y a des débouchés ? Parce que tu as l'exemple de ton grand frère qui est allé jusqu'à l'Université. Il est là à dormir jusqu'à midi parce qu'il chôme. Forcément, tu te demandes : pourquoi je continue d'aller à l'école ? À quoi ça sert ? »

I. et ses compagnons se perçoivent comme les « enfants de la crise » ou des membres de « la génération de la crise », car le terme de *xoslu* (vivoter) exprime mieux, de leur avis, la position à laquelle ils sont astreints, à l'heure actuelle, dans leur famille, leur quartier et dans la société globale.

La précarité n'affecte pas seulement des garçons malgré leur promptitude à l'évoquer, à s'appesantir sur ses formes d'expression du fait notamment d'une position sociale qui va de pair avec des attentes et des responsabilités plus élevées, car comme le souligne un répondant, « ce qui est de la responsabilité des garçons n'incombe pas aux filles. Les familles sont plus indulgentes envers les filles ». La précarité juvénile est néanmoins une réalité féminine. Les

² Ces phénomènes ont été considérés lors de nos entretiens comme inconnus dans le passé. Ils sont présentés par nos répondants comme de réels changements mettant en lumière la dégradation des conditions de vie dans les quartiers. Voir pour plus de détails, Dimé, Mamadou, *Crise économique, pauvreté et dynamique des solidarités chez les catégories sociales moyenne et populaire à Dakar (Sénégal)*, thèse de doctorat en sociologie, Département de sociologie, Université de Montréal, 2005.

filles interrogées dans les deux quartiers considèrent les difficultés tout aussi aiguës à leur niveau, car les « filles ont beaucoup de besoins à satisfaire ».

« Suivre la mode » et « paraître branchée » exige des moyens que leurs parents ne peuvent plus leur donner comme auparavant. Comme « le *xoslu*, c'est à tous les niveaux et pour le tout le monde » (K. 21 ans, Liberté 4). Le chômage et le désœuvrement sont tout aussi marqués, sinon même plus, car les différentes enquêtes continuent de révéler toujours des taux de chômage féminins plus élevés, notamment pour les plus jeunes (Brilleau, Roubaud et *al.*, 2004). Seulement, l'investissement dans les activités domestiques (cuisine, nettoyage, lavage, prise en charge des enfants) vient quelque peu atténuer le sentiment de désœuvrement chez les filles.

La vulnérabilité des jeunes filles s'exprime surtout à travers les risques qu'elles encourent dans la recherche de ressources monétaires permettant de rester « séduisantes et branchées » dans « l'attente d'un hypothétique mari ». N'ayant pas souvent le profil et les capacités pour percer dans le marché du travail, la parade se trouve chez certaines dans le cumul de partenaires amoureux généreux en cadeaux, pratique communément appelée *mbaran* en langue wolof. Cette voie n'est pas sans risques et la multiplication des grossesses hors mariage en est un indicateur pertinent selon certaines filles. Comme pour les garçons, le manque d'argent demeure rédhibitoire à une prise de rôles active au sein du ménage pour contribuer significativement à l'atténuation de l'intensité des difficultés qui accablent les familles *sicapaises*.

Par exemple, pour N. de Liberté 5, les changements vécus en tant que jeune fille sont un signe patent que l'étiquette de quartier « aisé », auparavant accolée à Liberté 5 ou 4, ne reflète plus la réalité des choses. Elle se perçoit comme confinée dans la précarité car n'ayant pas d'emploi et continuant de dépendre d'un père dont les revenus se sont effondrés à la suite de son départ à la retraite et d'une mère comptant sur de modestes gains qui lui procure son échoppe à l'entrée de la maison :

« [...] Dans le quartier, nous tous, nous vivotons (*xoslu*). Si, en tant que fille, tu ne veux pas tendre la main aux hommes mieux nantis, tu arrives difficilement à t'en sortir parce que ton père, ta mère ou ton frère ne peuvent pas te payer les fringues que tu veux porter, t'acheter un portable (téléphone cellulaire), dans ce cas, tu te débrouilles comme tout le monde (*taqale*). Si les jeunes pouvaient avoir du travail, les choses auraient changé dans le quartier et on verrait moins de problème » [...]. Les parents se sont sacrifiés pour nous et continuent de le faire alors qu'ils sont vieux et fatigués, mais les enfants, nous sommes incapables de leur donner un repos mérité, car nous ne travaillons pas, nous n'avons pas d'argent, nous ne pouvons pas prendre soin d'eux ».

À quelque niveau qu'ils se placent, garçons comme filles sont confrontés à des problèmes de plusieurs ordres dont le chômage et le manque de moyens sont les plus durement ressentis. Cela explique pourquoi la précarité est une expérience vécue par la majorité de nos répondants avec son lot de frustrations et d'humiliations au quotidien. Cependant, leurs cheminements ne peuvent pas être circonscrits à leur espace sociogéographique ou à leur échelle temporelle de référence, car la précarité décrite est illustrative des difficultés vécues par « la génération de la crise » dans l'espace urbain dakarois dans son ensemble comme l'ont montré les travaux d'Alioune Diagne (2005, 2006) sur la précarité professionnelle des jeunes générations à Dakar et ses conséquences sur leur entrée en vie adulte.

Face à une précarité qui concourt au report de la prise de responsabilités au sein des familles et de la société globale (diplômes, qualification professionnelle, emploi salarié, indépendance financière, émancipation résidentielle, mariage, procréation, autonomie décisionnelle, etc.), beaucoup de jeunes de Liberté 4 et 5 sont confinés dans une dépendance économique et sociale durement ressentie et génératrice d'amertumes et de désillusions. Les

perspectives de mobilité sociale se trouvent restreintes surtout chez les jeunes appartenant à des ménages de la classe moyenne ayant vécu une expérience de basculement dans la précarité.

Même si la précarité est une réalité qui touche en grand nombre les jeunes de notre lieu d'étude, ils dépendent cependant grandement de leurs aînés pour la supporter comme l'ont déjà exprimé dans les années 1990 Antoine et Piché (1994) pour Dakar et Bamako par la formule : « les jeunes vivent la crise tandis que les adultes la supportent ».

Une inversion de la chaîne de solidarité entre les générations ?

À Liberté 4 et 5, l'accentuation des contraintes économiques a eu pour conséquence de confiner les jeunes dans une dépendance sociale envers leurs parents qui se combine avec le développement d'une intense solidarité à l'intérieur du groupe de pairs que les jeunes eux-mêmes désignent par le terme de *social living*³. Cette expression est forgée pour dépeindre la « solidarité sans limites et sans condition » régnant entre « compagnons d'infortune ». Cette solidarité active se déroule le plus souvent à l'intérieur de groupes de pairs réunissant des jeunes partageant une amitié de longue date et dont la solidité des liens est renforcée par le partage d'une situation socio-économique commune et d'un statut social analogue.

Chez les ménages de la classe moyenne précarisée, le prolongement de la dépendance des jeunes envers des parents retraités eux-mêmes frappés de plein fouet par l'accentuation des contraintes économiques est une situation sociale « inédite » qui tend à se généraliser. La « nouveauté » de la situation tient au fait que dans le processus de reproduction sociale, ce qui est habituellement observé, le départ à la retraite ou l'arrivée de la vieillesse pour le père de famille coïncide avec les premiers pas des enfants les plus âgés dans la vie active (Antoine, 2007 ; Vignikin, 2007). Aussi, l'obligation d'entretien envers les parents et, au-delà, à l'égard des membres de la famille, l'orientation du modèle de socialisation vers un ethos de valeurs sanctifiant le partage, l'oubli de soi au profit d'un dévouement envers la famille, l'entraide communautaire et la solidarité familiale, contribuaient-ils à obliger les jeunes à la perpétuation de l'obligation sacrée de prise en charge des parents à l'âge de la retraite ou lorsque survient la vieillesse (Diop, 1985).

C'est pour cela que les enfants pouvaient être la meilleure « assurance-vieillesse » pour les parents surtout dans un contexte où les solidarités institutionnelles assurées par un État-providence sont inexistantes ou seulement accessibles à une minorité de la population. La crise économique a contribué à rendre dysfonctionnelle cette chaîne de solidarité qui reposait sur de puissants fondements idéologiques et symboliques de sorte que les jeunes sont incapables de la perpétuer parce qu'ils sont sans emploi, donc sans argent et incapables d'atteindre une autonomie socio-économique.

La conséquence de cette situation est alors une dépendance sociale et économique des jeunes envers des parents retraités. Cette situation est indissociable de la persistance de la crise économique parce qu'elle empêche surtout les jeunes d'accéder à une autonomie globale leur permettant de pérenniser le schéma classique de solidarité intergénérationnelle. Elle a aussi un lien direct avec l'avènement d'aspirations individualistes qui amènent à remettre en question ou à réinterpréter une obligation de solidarité inconditionnelle. Les nouveaux rapports sociaux

³ Les discours des jeunes que nous avons interviewés sont constellés d'expressions et de mots dérivés de l'anglais. Il est loisible de le constater tout au long des discours et à ce niveau nous avons cherché à conserver les mots anglais (*social living, life, fighting*). La récurrence des expressions anglaises dans le sociolecte des jeunes dakarois peut être appréhendée plus généralement comme l'affirmation d'une participation à la « modernité » internationale et le signe de leur propension à la consommation de produits culturels exogènes : musique, vidéoclips, vêtements. Une logique d'hybridité et de métissage est donc à l'œuvre dans le vocabulaire juvénile citadin. Nous avons cherché par divers moyens à sauvegarder la situation de quasi-bilinguisme, voire de quasi-trilinguisme présente dans les énoncés discursifs en retranscrivant telles qu'elles sont exprimées les expressions objets d'emprunt pour ne pas perdre leur pouvoir significatif ni leur puissance évocatrice.

entre « générations de la crise » et « aînés sociaux » ont des conséquences sociales certaines sur l'actualisation et le devenir de la solidarité intergénérationnelle.

Dans le dispositif de reproduction sociale, il faut mettre en exergue l'importance du soutien et du relais assurés par les enfants aux parents et les espoirs que ces derniers portent sur leur progéniture pour faire face aux défis du départ à la retraite et du vieillissement. Les enfants contribuent donc à apporter des « ressources » mobilisables en situation de vieillesse dans le système social sénégalais. Les « investissements » consentis pour l'éducation et la réussite des enfants ont pour « récompense » la disponibilité d'une source de revenus en situation de maladie, de handicap et de vieillesse.

Les discours juvéniles sur la crise dévoilent une inversion des flux d'entraide et de soutien » entre les générations de même qu'à la redéfinition des bases idéologiques de légitimation et de structuration des liens de solidarité entre parents et enfants. Il s'agit d'une exigence qu'I., interviewé à Liberté 5, exprime dans son propre langage :

« On vit des difficultés qui ne te permettent même pas de t'occuper de ta propre personne à plus forte raison de venir en aide à tes parents et à ta famille. Si tu n'as pas de travail ni de revenu, tu ne peux pas encore être utile à tes parents, tes frères, à tes sœurs et à tous ceux qui comptent sur toi ».

I. et « ses compagnons de galère » se heurtent à l'obstacle d'une prise de rôle différée, voire hypothétique et vivent avec gêne la « déshonorante » situation de dépendance socio-économique à laquelle les astreint leur statut de chômeurs ou de « retraités avant l'heure » selon leur propre expression mais surtout leur inaptitude avérée (pour le moment ?) de contribuer à l'actualisation de la solidarité intergénérationnelle. Aussi se disent-ils frustrés de devoir reporter leur désir de combler les attentes placées en eux, car ils ont tous intégré l'obligation, fortement ancrée dans le système social sénégalais, d'honorer ses ascendants et de rechercher leur bonheur et leur satisfaction pour continuer à bénéficier des effets méritoires de leurs prières.

Les discours juvéniles sont ponctués de référence aux dispositifs d'intériorisation et d'actualisation de ce principe à travers une série de maximes fortement acceptées : « on doit honorer les parents » ; « les prières des ascendants sont les meilleures armes pour leur progéniture » ; « celui qui honore ses parents verra toujours ses actions couronnées de succès »⁴. L'acceptation de ces mécanismes est assurée par la socialisation cultivant à un haut point la conformité à l'impératif de la solidarité envers les parents et envers la famille malgré les ruptures pouvant traverser cette institution, en particulier l'affaiblissement du rôle sécurisant offert par la famille en milieu urbain devant l'ampleur et la violence des sources d'agression.

3. La solidarité intergénérationnelle à l'épreuve de la précarité : une remise en question plus symbolique que réelle

Les jeunes astreints à une précarité au quotidien se trouvent dans l'incapacité d'accéder au statut d'*obligés* et partant dans la possibilité de « remboursement de leur dette sociale » (Marie, 1997a, 1997b). Cette dette s'exprime aussi dans le terme wolof *aqū njurél* (obligations envers les parents biologiques). C'est en rapport à ces principes que trouvent leur sens l'ensemble des droits attribués aux parents biologiques ou sociaux et des devoirs attendus de leur progéniture, mais surtout la sacralité du respect qui doit être témoigné aux parents en toutes circonstances.

⁴ Il s'agit de maximes chez les Wolofs, qui sont au cœur de la socialisation des jeunes. Elles constituent de puissants leviers de perpétuation de l'idéologie de la solidarité intergénérationnelle.

La situation de précarité vécue par les jeunes ne les a pas amenés à émettre des discours critiques sur l'obligation de solidarité pour les jeunes générations à l'endroit de leurs parents. Nous n'avons pas noté de velléités de critiques ni de remises en cause de cette exigence sociale. Au contraire, une adhésion marquée à la nécessité de relayer les parents et de constituer pour eux des « filets de sécurité » s'est exprimée à travers les discours des jeunes. Mais la situation vécue par les jeunes restreint les possibilités de traduire en actes cette adhésion à la reproduction de la solidarité à l'intérieur de leur espace familial.

La transformation des rapports de solidarité intergénérationnelle à la suite de la détérioration des conditions concrètes d'existence est une réalité tangible dans les discours, mais elle ne semble pas déboucher sur une remise en cause des pratiques de solidarité et une récusation de la « logique de l'endettement » (Marie, 1997b) par les jeunes générations. Les opinions des jeunes restent articulées à une adhésion à ce principe moteur de leur volonté d'accomplissement personnel et de réussite sociale même s'ils sont incapables de la perpétuer. Ils nourrissent de puissants désirs de redresser la situation sitôt que leurs conditions économiques leur en donneront les moyens.

Face à la nouvelle situation induite par la crise et les mutations sociales à Dakar, le fonctionnement des liens de solidarité entre les générations a été affecté par les contraintes globales auxquelles se heurtent les ménages et les individus. Les changements observables à ce niveau révèlent le dévoiement des circuits classiques d'entraide entre les parents et leur progéniture ainsi que l'avènement de nouvelles tendances dans le fonctionnement de la solidarité intergénérationnelle.

Les jeunes de la « génération de la crise » sont non seulement dans l'incapacité de se conformer à ces exigences sociales, mais, chose encore plus humiliante pour eux, ils dépendent de leurs parents retraités pour « être logés et nourris ». Cette situation suscite humiliations, tourments et inconforts pour eux, comme en témoignent les discours où ils dépeignent la honte ressentie de devoir vivre sous la dépendance de leurs parents, alors qu'ils devraient se trouver dans une position sociale et professionnelle leur permettant d'honorer leurs ascendants (*sagal*) et de s'occuper de leurs frères et sœurs, bref de reprendre le « flambeau et le fardeau » de la prise en charge familiale.

Selon le témoignage d'A. (Liberté 4) :

« Rien n'est plus dur que d'atteindre la maturité et d'être dans l'incapacité de remplir l'ensemble des obligations s'imposant à toi. Tu vois chaque jour des choses qui te font honte, tu vis avec la gêne, car tu te dis que si tout s'était bien passé, tu serais dans une meilleure situation. Tu serais ainsi en mesure de tenir ton rang dans ta famille, de soutenir tes parents et de les assister dans le fonctionnement de la maison. Si tu n'as pas la chance de faire ça, c'est une affaire grave, car tu es indexé comme dépendant parce que tu n'es pas autonome ».

Ces propos sont corroborés par L., un jeune résidant de Liberté 4 dont le témoignage permet d'apprécier la différence radicale entre sa propre situation sociale et professionnelle aujourd'hui et celle de son père quand il avait son âge :

« J'ai aujourd'hui 30 ans et à mon âge, mon père avait déjà une femme, avait fondé un foyer et aidait ses parents. Aujourd'hui, je n'y pense même pas [...]. C'est vrai quoi... Je me sens très mal à l'aise dans notre maison. Je vis avec ma mère, elle essaie de m'encourager pour me soulager parce que la situation est désespérée ».

A. et L. partagent la même galère que le groupe de 12 jeunes de Liberté 5 majoritairement chômeurs avec qui nous avons mené une discussion de groupe. Ils avaient tous arrêté leurs études au lycée, car ne croyant en plus en l'école pour atteindre leur rêve de réussite qui ne passe que par l'émigration à tout prix en Europe ou en Amérique. Ils sont tous âgés de plus de 25 ans et déclarent être obligés de mener une vie de *xoslu* (vivoter) parce que « désœuvrés,

désargentés et pris en charge ». Leur dépendance envers leurs parents (devenus retraités pour la majorité) s'en trouve prolongée alors que, selon l'un d'entre eux, « aujourd'hui, c'est nous qui devrions épauler nos parents et les aider à faire face aux difficultés de la vie, mais c'est le contraire qui se passe. Des jeunes qui dépendent des vieux, c'est très humiliant ! » (Liberté 5).

À partir de ces témoignages, il est possible d'insister sur un point essentiel qui a trait à « l'inflexion » de la chaîne de circulation des biens et services entre les parents retraités et leurs jeunes dans les familles dakaroises précipitées dans la précarité par quelque « événement déstabilisateur ». Les parents qui pouvaient compter sur le soutien et le relais de leurs enfants arrivés à l'âge des responsabilités sociales (indépendance économique, maturité sociale à travers le mariage, autonomie résidentielle) se retrouvent dans une position sociale inédite « d'amortisseur » des difficultés vécues par leurs enfants.

B. 62 ans, retraité de la société nationale d'électricité (SENELEC), fait partie de la catégorie des « retraités toujours actifs » à la tête d'une famille installée à Liberté 5. Le départ à la retraite n'a pas été concomitant pour lui avec une vie entièrement consacrée à des dévotions religieuses comme il l'espérait. Les charges familiales ne lui ont pas donné ce répit, car il lui a fallu continuer d'assumer des responsabilités familiales liées la prise en charge de ses enfants incapables de « voler de leurs propres ailes » selon son expression, car encore aux études et au chômage pour les deux premiers.

« Dans le passé, dans les entreprises, ce qui était répandu, c'est que, quand tu parlais à la retraite, ton aîné pouvait te remplacer dans ton lieu de travail. Ce qui fait que tu étais secondé dans l'entretien de la famille. Mais aujourd'hui, la situation des jeunes est très difficile. Ils peuvent rester longtemps sans travailler. Ils ne peuvent pas soutenir leurs parents. C'est une réalité répandue dans les SICAP, car beaucoup de pères de famille sont aujourd'hui à la retraite et ne peuvent pas compter sur le soutien de leurs fils comme cela se faisait avant. Les pères et les mères de famille usés par les responsabilités des familles et portant le poids de l'âge continuent de ce fait d'entretenir des jeunes devenus adultes, mais incapables de s'en sortir seuls ».

Le « filet de sécurité sociale » que B. représente pour sa progéniture constitue une réelle dichotomie par rapport à ce qu'il a connu lui-même dans le passé, car il avait très vite accédé à une autonomie économique lui permettant de prendre en charge ses parents et de tenir les rôles que sa famille et la société exigeaient de lui. Ses enfants sont inaptes à perpétuer cette tradition et à se conformer à cette norme sociale à l'instar de la majorité de leurs pairs dans le quartier.

Cette incapacité à assumer pleinement les devoirs espérés d'eux à titre de fils sur lesquels beaucoup d'attentes étaient placées est en dernier ressort due à la morosité économique responsable de la précarité juvénile et de la « fatigue » des vieux obligés de toujours de se « décarcasser » malgré l'âge, une santé fragile et une grande inquiétude pour l'avenir de leurs enfants surtout lorsqu'ils ne seront plus là pour offrir leur soutien et servir de ciment à la cohésion de la famille.

La situation de retraités touchés par la crise prenant en charge des jeunes soumis à une précarité au quotidien est indissociable des effets néfastes de la crise économique (Antoine, 2007). Elle peut être porteuse de changements dans les valeurs et les attentes conférées aux enfants dans l'imaginaire citadin. Certains discours ont semblé faire écho aux changements latents pouvant être discernés dans la culture urbaine quant aux attentes portées sur la progéniture dans l'anticipation et le contournement des problèmes qu'un accident biographique ou qu'un effet de conjoncture peut susciter dans les cheminements des parents et des aînés. Ces derniers semblent toujours confinés dans le statut de mobilisateur de revenus, de dispensateurs de soutien, bref de point de départ des flux de biens et de services en circulation dans les liens de solidarité intergénérationnelle.

Dans une perspective démographique, John Caldwell (2005) a fait de l'inversion des flux de richesses entre les générations le moteur de la transition de la fécondité. Dans son schéma explicatif à dominante culturaliste, le niveau de fécondité est déterminé par la somme des flux nets de richesses (actuels, futurs et sur toute une vie) entre les parents et les enfants. Du fait de la « nucléarisation économique et émotionnelle de la famille » suscitée par la modernisation des valeurs grâce, entre autres à la généralisation de l'instruction et l'occidentalisation des modes de vie (importance moindre accordée aux parents et à la famille étendue), on assiste une inversion des flux de richesses : leur circulation ne va plus des enfants vers les parents comme traditionnellement, mais plutôt des seconds vers les premiers. Le coût et la valeur de l'enfant changent radicalement d'un système à l'autre.

4. Une adhésion au devoir de solidarité malgré un discours critique sur l'incapacité de le matérialiser

La solidarité intergénérationnelle reste une valeur familiale prégnante même si elle a tendance à changer de configuration. Les discours recueillis mettent en évidence que les parents continuent de prendre en charge leurs enfants. Il est clair que le contexte de crise risque d'amplifier cette prise en charge sans compter l'incertitude que posent le vieillissement et la disparition des « dispensateurs de soutien ». L'institution familiale devra s'ajuster devant les besoins pressants émanant de ses membres en particulier de ceux venant de ses jeunes membres qui vivent avec plus d'intensité les difficultés socioéconomiques.

La crise ne fera que continuer à « renvoyer » les personnes vers leur famille qui continuera de les prendre en charge, selon les moyens mobilisables, l'espace relationnel étendu disponible, et donc d'assumer le rôle de cadre de sécurité et d'espace de sociabilité et d'entraide. Mais devant l'aggravation des contraintes économiques, le risque est grand que ce filet de sécurité s'effrite et l'idéologie de la solidarité soit vigoureusement remise en question.

Malgré la récurrence dans les discours d'expressions témoignant d'une adhésion à la solidarité familiale, certaines personnes se sont, néanmoins, interrogées sur leur aptitude présente ou ultérieure à concilier l'attachement à leur famille avec tout ce que cela implique comme « renoncements », « obligations » (envers les parents proches et éloignés) et la satisfaction de leurs « aspirations individuelles ». L. met en exergue cette situation :

« Tu as beau vouloir chercher à combler les besoins des gens, mais tu ne pourras pas t'en sortir. Si tu veux continuer à aider les gens, à partager ce que tu parviens à avoir grâce à la débrouille, cela ne marchera pas, car tu risques de t'oublier toi-même au profit des autres. Si tu te retrouves dans la dèche (problèmes), tu vas souffrir dans ton coin, car personne ne va s'intéresser à ton sort. Je me dis que la solidarité s'est affaiblie à Dakar, ce qui existe maintenant, c'est vraiment le *bop sa bop* (le chacun pour soi). La vie est dure, si tu veux te montrer touché par les nombreuses sollicitations des gens et essayer de résoudre leurs problèmes, tu finiras par être écrasé par les problèmes comme eux. Puisque si tu n'as rien, tu n'es pas considéré, personne ne te remarque, ne se soucie de toi-même dans ta famille. Pour moi, ce qui compte, c'est se battre personnellement, au moins les copains et les amis sont là pour te dépanner en cas de problème. Leur appui est plus sain, avec eux tu peux tout partager, mais avec les autres, les gens seront tout simplement au courant de ce qui te tracasse, le diffuser sans t'aider à résoudre ton problème ».

Ce témoignage met en lumière la valorisation et la focalisation autour d'une conduite et d'aspirations individuelles dont rend compte l'expression wolof de « *bop sa bop* » (« chacun pour soi ») qui a ponctué certains discours. Cependant, les dynamiques que met en évidence la mise en avant d'aspirations individuelles ne semblent pas traduire une inclination au « refus » de l'entraide intergénérationnelle. Elles signifient l'articulation des discours et l'ajustement des

pratiques à un nouveau contexte social, culturel et économique marqué par l'accentuation de la précarité qui agit sur la capacité des individus à actualiser les logiques de solidarité.

La volonté, le désir et la nécessité d'assurer une continuité dans le fonctionnement des solidarités à l'échelle de la famille proche et élargie, au sein de l'espace relationnel sont sans cesse revenus dans les discours. Cette insistance témoigne de l'ancrage de la solidarité dans les systèmes de référence et les actions des personnes interviewées. Néanmoins, la détérioration des conditions socio-économiques, la précarité des conditions d'existence et l'ampleur des difficultés pourraient constituer des facteurs limitants à l'actualisation de la solidarité comme en font mention ces propos :

« Tu as beau vouloir aider tes frères et des sœurs, prendre en charge tes parents, aider ta famille mais tu te heurtes à des difficultés. Les moyens ne suffisent même pas pour toi-même, dans ce cas, c'est ta propre personne qui t'importe. Cela ne veut pas dire que tu ne t'intéresses pas aux autres » (Entretien avec M., 24 ans, Liberté 4).

Malgré l'énonciation de discours « critiques », la solidarité n'en reste pas moins une « valeur » familiale prégnante. Les discours recueillis mettent en évidence que la famille continue de représenter un cadre de référence de premier plan dans les logiques de survie individuelle comme collective. Les familles dakaroises cherchent par divers moyens à satisfaire les sollicitations qui s'adressent à elles. Il est clair que le contexte de crise continuera à amplifier ces demandes et l'institution familiale devra s'ajuster devant les besoins pressants émanant de ses membres en particulier de celles venant de ses jeunes membres qui vivent avec plus d'acuité les difficultés socio-économiques. La crise ne fera que continuer à « renvoyer » les personnes à leur famille qui continuera de les prendre en charge, selon les moyens mobilisables, l'espace relationnel étendu disponible, et donc d'assumer le rôle de cadre de sécurité et d'espace de sociabilité et de solidarité.

Ce que les personnes expriment à partir de leurs expériences traduit la vitalité et le caractère indispensable des solidarités, certes affectées par la crise et le « manque de moyens » mais qui n'en continuent pas moins de susciter adhésion et d'être légitimées.

5. Transiger entre un impératif de solidarité et la satisfaction de nouvelles aspirations dictées par la précarité

Les témoignages portant sur les changements en matière de solidarité s'articulent autour d'une opposition entre un discours critique et un attachement à l'entraide intergénérationnelle. Ils révèlent du même coup les luttes, les tiraillements, les balbutiements et l'écartèlement des jeunes dakarois d'aujourd'hui entre des normes en contradiction et des pratiques en évolution sous les effets, entre autres, de la crise. Ils sont de ce fait placés dans une dynamique permanente de négociation et d'arbitrage entre la conformité à la solidarité intergénérationnelle et la montée de nouvelles aspirations dictées par la réalité de la précarité qui fonde leur quotidien et des contraintes qu'ils affrontent. L'aggravation des contraintes économiques, l'élargissement et l'accentuation du phénomène de la pauvreté devraient donc s'accompagner de l'ajustement et de la recomposition des solidarités intergénérationnelles à Dakar.

Quoique n'étant pas les facteurs exclusifs, la précarité et les changements sociaux participent néanmoins à l'avènement d'une « génération de la crise » écartelée entre des enjeux et des systèmes de sens et d'action apparemment contradictoires entre lesquels les jeunes sont tenus de procéder en permanence à des compromis et à des choix : prendre soin des parents retraités malgré la précarité à laquelle ils font face suite au « manque de travail et d'argent » et accéder à leur propre autonomie aux plans financier, professionnel, matrimonial, résidentiel et décisionnel malgré l'incertitude de l'avenir et la morosité de la situation économique qui ne permet guère de concrétiser leurs aspirations de réussite sociale.

La « gestion du compromis » est le moyen pour trancher le dilemme entre la fidélité entre un impératif d'adhésion et d'actualisation de la solidarité intergénérationnelle et la conformité à des aspirations dictées par l'acuité de la précarité qui empêchent aux jeunes malgré les désirs de relayer des parents « exténués ». Il s'agit de transiger entre le respect d'une obligation familiale posée comme impérieuse et la nécessité de s'en distancier ou du moins de la questionner du fait des contraintes économiques qui empêchent même à ceux qui voudraient perpétuer la solidarité d'y arriver.

Face à un contexte sociétal et économique en changement du fait d'un environnement socioéconomique défavorable, les jeunes de la « génération de la crise » se trouvent interpellés dans ses capacités à rester fidèles, à réinterpréter ou à se distancier vis-à-vis de normes sociales prônant une le devoir d'assistance aux parents dans ce qu'on pourrait appeler « dynamique de retour d'ascenseur ».

Les jeunes se retrouvent ainsi dans une dynamique de mise en œuvre de solutions leur permettant de trancher les dilemmes auxquels les confine l'évolution des schémas et valeurs régissant leurs pratiques de solidarité. Ils sont soumis à une pluralité de normes, de logiques et puisent dans divers registres culturels et agissent en accord avec plusieurs systèmes cognitifs pour donner sens et puissance à leurs actions et leurs pratiques. Ils sont, de ce fait, soumis à une dynamique de conciliation entre les systèmes de valeurs, les fonctions, les structures et l'idéologie de l'entraide par rapport auxquels leur socialisation a été pensée et menée (solidarité comme devoir et règle sociale à respecter en toutes circonstances) et les modèles axiologiques dictés par un contexte en mutation aux plans social (imposition de valeurs sociales véhiculées par la modernité, par l'école, le salariat, l'urbanisation) et économique (durcissement des conditions de vie, règne de la précarité) (Marie, 1997).

De ce point de vue, au cœur des actions des jeunes citoyens orientées vers l'acquisition de moyens d'ajustement à un nouvel environnement social et économique, on retrouve l'expérimentation de « formules », de compromis, de négociations, de sélections, d'oscillations entre des univers cognitifs et axiologiques en divergence. Les efforts déployés en vue de surmonter et de résoudre antinomies, dysfonctionnement et inefficacité des normes d'action traduisent ainsi leurs capacités d'ajustement entre aspirations à la modernité et devoir de solidarité à l'égard des parents.

Conclusion

Nous avons tenté de documenter les nouvelles dynamiques de solidarité intergénérationnelle dans l'espace précarisé des SICAP à Dakar. La crise et surtout le chômage des jeunes générations de Dakarais ont ébranlé l'aptitude des jeunes adultes à honorer l'obligation d'entretien envers leurs parents eux-mêmes fortement affectés par le durcissement de la conjoncture économique. On assiste alors à une inversion des flux d'entraide et de soutien entre les générations : les aînés, ne pouvant compter sur le relais de leurs enfants arrivés à l'âge des responsabilités, sont toujours contraints de prendre continuer de prendre en charge leurs enfants. Cette situation suscite frustration et inconfort chez les jeunes adultes incapables d'accéder à une autonomie économique, sociale et décisionnelle et obligés de différer leur prise de responsabilités au sein de la famille et de la société.

L'inflexion de la solidarité intergénérationnelle n'est pas pour autant synonyme de remise en question de cette forme d'entraide. L'inaptitude des jeunes à la reproduire est un effet de conjoncture qui s'explique par la précarité à laquelle ils sont exposés. Sitôt qu'ils en ont les moyens, ils ne manquent pas de matérialiser leur adhésion à cet élément de base de la société sénégalaise, mais il est clair que la manière dont elle s'exprimera révélera des changements tangibles qui mettront en lumière leur écartèlement entre la conformité à cette exigence et la valorisation d'aspirations dictées par la crise débouchant sur la réinterprétation ou la

reconfiguration de la solidarité intergénérationnelle, qu'il devient difficile de reproduire de manière inconditionnelle dans un contexte social et économique en mutation. Les jeunes de la « génération de la crise » se trouvent ainsi placés dans une dynamique d'écartèlement entre l'impératif d'assistance aux parents et l'incapacité de la mettre en œuvre du fait d'un contexte de précarité qui empêche d'accéder à l'autonomie souhaitée.

La recomposition des liens intergénérationnels d'entraide se déroule dans un contexte plus large d'effritement progressif des solidarités familiales à cause des nombreuses contraintes socioéconomiques imputables à une crise multidimensionnelle et persistante, mais également à des changements sociaux s'exprimant à travers la remise en question de l'obligation inconditionnelle et absolue de solidarité et la montée d'aspirations et de valeurs à caractère « individualiste ». Ce qui pourrait porter les germes de mutations sociales majeures surtout si le contexte de crise économique devait perdurer.

BIBLIOGRAPHIE

ANTOINE Philippe (dir. de), 2007a, *Les relations intergénérationnelles en Afrique : approche plurielle*, Paris, CEPED.

ANTOINE Philippe et Victor PICHE, 1994, « L'insertion urbaine à Bamako et Dakar : les jeunes vivent la crise, leurs aînés la supportent », *Pop Sahel*, n° 21, p. 49-51.

ANTOINE Philippe, 2007b, « La place, et l'activité, des personnes âgées dans sept capitales ouest-africaines », in Philippe Antoine (dir. de), *Les relations intergénérationnelles en Afrique : approche plurielle*, Paris, CEPED, p. 31-62.

ANTOINE Philippe, Abdou-Salam FALL et Agnès ADJAMAGBO, 2002, *Crise, passage à l'âge adulte et devenir de la famille dans les classes moyennes et pauvres à Dakar*, Dakar, Rapport d'étape pour le CODESRIA, IFAN-IRD.

ANTOINE Philippe, Mireille RAZAFRINDRATOKO et François ROUBAUD, 2001, « Contraintes de rester jeunes ? Évolution de l'insertion dans trois capitales africaines : Dakar, Yaoundé et Antananarivo », *Autrepart*, n° 18, p. 17-36.

BRILLEAU Alain, François ROUBAUD et Constance TORELLI, 2004, *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans les principales agglomérations de sept États membres de l'UEMOA. Principaux résultats de la phase 1 de l'enquête 1-2-3 de 2001-2002*, Paris, DIAL, 2004, Document de travail.

CALDWELL John C., 2005, « On net intergenerational wealth flows : an update », *Population and Development Review*, vol. 31, n° 4, p. 721-740.

DIAGNE Alioune, 2005, « L'entrée des jeunes dans la vie professionnelle à Dakar : moins d'attente et plus de précarité », *African population studies*, vol. 20, n° 1, p. 119-139.

DIAGNE Alioune, 2006, *L'entrée en vie adulte à Dakar*, thèse de doctorat en démographie Université de Paris I, Institut de démographie.

DIME Mamadou et Anne CALVES, 2006, « Du *jamonoy twist* au *jamonoy xoslu* : le basculement dans la précarité de ménages de la classe moyenne à Dakar », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 40, n° 3, p. 401-425.

DIME Mamadou, 2007a, « Galérer, ruser, partager et rêver : figures de la précarité juvénile à Dakar », in Yao Assogba (dir. de) *Regard sur ... La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 123-143.

- DIME Mamadou, 2007b, « Remise en cause, reconfiguration ou recomposition ? Des solidarités familiales à l'épreuve de la précarité à Dakar », *Sociologie et sociétés*, vol. 39, n° 2, p. 151-171.
- DIMÉ Mamadou, 2005, *Crise économique, pauvreté et dynamique des solidarités chez les catégories sociales moyenne et populaire à Dakar (Sénégal)*, thèse de doctorat en sociologie, Département de sociologie, Université de Montréal, 318 p.
- DIOP Abdoulaye-Bara, 1985, *La famille wolof. Tradition et changement*, Paris, Karthala.
- DIOP Momar-Coumba et Ousseynou FAYE, 2002, « Les jeunes et la gouvernance de la ville », in Momar-Coumba Diop (dir. de), *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, p. 687-720.
- DIOP Momar-Coumba. (dir. de), 2002, *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala.
- DIOP Momar-Coumba. (dir. de), 2004, *Gouverner le Sénégal entre ajustement structurel et développement durable*, Paris, Karthala.
- DIOP Momar-Coumba., 2002, « Réformes économiques et recompositions sociales », in Donal Cruise O'Brien, Momar-Coumba Diop et Mamadou Diouf, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, p. 63-82.
- FALL Abdou-Salam, 2007, *Bricoler pour survivre. Perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar*, Paris, Karthala.
- HAVARD Jean-François, 2001, « Ethos bul faale et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, n° 82, p. 63-77.
- MARIE Alain (dir. de), 1997a, *L'Afrique des individus : itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar et Niamey)*, Paris, Karthala.
- MARIE Alain, 1997b, « Du sujet communautaire au sujet individuel. Une lecture anthropologique de la réalité africaine contemporaine », in Alain Marie (dir. de), *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala, p. 53-110.
- VIGNIKIN Kokou, 2007, « Famille et relations intergénérationnelles. Réflexions sur les évolutions en cours en Afrique », in P. Antoine (dir. de), *Les relations intergénérationnelles en Afrique : Approche plurielle*, Paris, CEPED, Collection Rencontres, p. 19-29.